

Au Journal officiel du 3 au 9 mars 2018

Au Journal officiel du 3 au 9 mars 2018

12/03/2018

Au Journal officiel du 3 au 9 mars 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 3 mars 2018 :

- LOI n° 2018-148 du 2 mars 2018 **ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016** relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes **et n° 2016-1060 du 3 août 2016** portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. – *Modification du Code de l'environnement, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code général des collectivités territoriales, de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015. – Ratification de l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 et de l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 3 mai 2018 (Cf. art. 2, III) ;*
- Arrêté du 15 février 2018 modifiant la section II de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la **prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**. – *Modification de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;*
- Décret n° 2018-154 du 1er mars 2018 relatif au **répertoire de gestion des carrières unique**. – *Modification du Code de la sécurité sociale. – Voir également CNIL, délibération n° 2016-294 du 29 septembre 2016 et délibération n° 2017-080 du 23 mars 2017 ;*
- Décret n° 2018-155 du 1er mars 2018 pris pour **l'application des articles L. 1803-1 à L. 1803-9 du Code des transports**. – *Modification du Code des transports. – Abrogation du décret n° 2010-1424 du 18 novembre 2010.*

Au JO du 4 mars 2018 :

- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux **règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes**. – *Abrogation de l'arrêté du 2 août 1977, de l'arrêté du 3 mai 1978, de l'arrêté du 15 juillet 1980, de l'arrêté du 16 juillet 1980, de l'arrêté du 25 avril 1985, de l'arrêté du 25 avril 1985, de l'arrêté du 30 mai 1989, de l'arrêté du 4 mars 1996. – Abrogation à compter du 21 avril 2018 de l'arrêté du 13 août 1991. – Modification de l'arrêté du 13 juillet 2000. – Ce texte contient des entrées en vigueur multiples (cf. art. 31 et 32, 8°) ;*
- Arrêté du 28 février 2018 relatif à la **forme et au mode d'utilisation du carnet de santé**. –

Abrogation de l'arrêté du 5 décembre 2005. – Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2018 (cf. art. 5).

Au JO du 6 mars 2018 :

- Arrêté du 28 février 2018 fixant **pour l'année 2018 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du Code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-42-1-1 du Code de la sécurité sociale.**

Au JO du 7 mars 2018 :

- Décret n° 2018-159 du 5 mars 2018 portant publication du **protocole complémentaire à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à Pékin le 10 septembre 2010, signé par la France le 15 avril 2011.** – *Modification de la Convention de la Haye du 16 décembre 1970 publiée par le décret n° 73-171 du 15 février 1973. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 ;*
- Décret n° 2018-162 du 6 mars 2018 relatif aux **taux particuliers des cotisations d'assurance maladie des personnes visées à l'article L. 131-9 du code de la sécurité sociale.** – *Modification du Code de la sécurité sociale, du Code rural et de la pêche maritime, du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, du décret n° 67-850 du 30 septembre 1967 et du décret n° 2007-1056 du 28 juin 2007 ;*
- Arrêté du 20 février 2018 pris en **application des dispositions de l'article 265 septies du Code des douanes.**

Au JO du 8 mars 2018 :

- Décret n° 2018-164 du 6 mars 2018 portant **aménagement, à titre transitoire, des règles applicables aux mandats des élus dans les conseils régionaux et au Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.** – *Modification du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 ;*
- Arrêté du 23 février 2018 portant homologation de modifications du **règlement général de l'Autorité des marchés financiers.** – *Modification du Règlement général homologué par les arrêtés du 23 février 2004, 12 octobre 2004, du 12 novembre 2004 et du 22 février 2011 ;*
- Arrêté du 2 mars 2018 relatif à **l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale ;**
- Arrêté du 6 mars 2018 relatif à **l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges sociaux.**

Au JO du 9 mars 2018 :

- LOI n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à **l'orientation et à la réussite des étudiants.** – *Modification du Code de l'éducation, du Code de la sécurité sociale, du Code de la mutualité, du Code rural et de la pêche maritime, du Code des pensions civiles et militaires de retraite et*

de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 1er, II, 11, VI et 12, III) ;

- Décret n° 2018-167 du 7 mars 2018 pris pour **application de l'article 6 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et de l'article L. 228-3 du Code de la sécurité intérieure, et relatif au placement sous surveillance électronique mobile**. – *Modification du Code de la sécurité intérieure et du Code de procédure pénale*. – Voir également CNIL, délibération n° 2018-073 du 15 février 2018 ;
- Décret n° 2018-168 du 7 mars 2018 portant **publication de la décision relative à l'adhésion de l'Irlande à l'accord de Bonn du 13 septembre 1983 concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses** (ensemble une annexe), adoptée le 21 septembre 2001, dans sa version issue du procès-verbal de correction du 7 mars 2017 ;
- Arrêté du 6 mars 2018 portant **autorisation du registre de rétention prévu à l'article L. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « logiciel de gestion individualisée des centres de rétention administrative » (LOGICRA)**. – Voir également CNIL, délibération n° 2017-323 du 7 décembre 2017 ;
- Arrêté du 20 février 2018 pris en **application des dispositions de l'article 265 octies du Code des douanes**.

La Rédaction législation

© LexisNexis SA